

Retrouver



Une famille somalienne à Berdale.

**La crise a ralenti les avancées vers les OMD.
Le reste du monde doit aider à relancer la machine**

Delfin S. Go, Richard Harmsen et Hans Timmer

LES PAYS à faible revenu, plus particulièrement d'Afrique subsaharienne, ont assez bien géré la récente crise mondiale et les pays en développement s'en remettent mieux que prévu. Ceci dit, les progrès vers les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD, voir encadré 1 et graphique 1) seront lents pour de nombreuses années. Les résultats impressionnants des années d'avant-crise en termes de croissance économique et de réduction de la pauvreté ne seront pas égalés avant longtemps, et les écarts par rapport aux tendances d'avant-crise subsisteront jusqu'en 2020, cinq ans après la date cible de 2015.

Laisser s'échapper la reprise et laisser survivre les anciennes habitudes d'échecs de l'action des pouvoirs publics, de panes institutionnelles et d'effondrement de la croissance aura, l'histoire nous l'a déjà montré, des conséquences dévastatrices sur le développement humain, particulièrement celui des femmes et des enfants. Il ne faut donc pas se laisser aller. Les institutions financières internationales et la communauté internationale, qui ont réagi vite et vigoureusement à la crise, doivent faire plus

pour permettre aux pays en développement de reprendre leur élan pour atteindre les OMD.

Les indicateurs de développement humain se sont notablement améliorés jusqu'à la crise de 2008 grâce à une accélération de la croissance dans nombre de pays en développement depuis le début des années 90. Dans l'ensemble, les progrès obtenus dans la lutte contre la pauvreté ont été très élevés, même en Afrique. L'éducation primaire, l'égalité entre les sexes dans l'éducation primaire et secondaire et l'accès fiable à une eau de qualité ont également progressé. Mais il n'y a pas de raison d'être aussi optimiste pour les autres OMD, surtout ceux relatifs à la santé.

Des variations régionales

Il y a des différences considérables entre les régions, entre les pays et entre les groupes de revenus de par le monde. L'Afrique subsaharienne est en retard sur tous les objectifs, y compris la réduction de la pauvreté, mais des progrès ont été accomplis. Pendant plus de dix ans, l'Afrique subsaharienne était en bonne voie d'atteindre presque tous les OMD, mais la pente était plus

l'élan

raide que dans les autres régions étant donné le point de départ. Ainsi, il était difficile d'atteindre l'objectif sur la pauvreté puisque les revenus d'une bonne partie des Africains en 1990 étaient bien en-deçà du seuil de pauvreté. Enfin, les réformes ayant été opérées plus tard qu'ailleurs, les effets de l'accélération de la croissance du revenu s'y sont fait ressentir plus tard.

Les progrès ont été les plus lents dans les pays fragiles ou en conflit (graphique 2). Dans ces pays ravagés par les conflits et freinés par la faiblesse de leurs capacités, dont plus de la moitié se trouve en Afrique subsaharienne, il est difficile, du fait de la situation politique et de la gouvernance, de financer le développement et de fournir des services de qualité. Les pays fragiles représentent près d'un cinquième de la population des pays à faible revenu, mais plus d'un tiers de leurs pauvres. Ainsi les défis et efforts pour atteindre les OMD se concentreront principalement sur les pays à faible revenu et surtout les pays fragiles.

Les pays à revenu intermédiaire ont progressé plus rapidement. Le groupe dans son ensemble devrait atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté. Cependant, il reste dans certains de ces pays de grosses poches de pauvreté qui s'expliquent en partie par de grandes inégalités des revenus. Cette concentration de la pauvreté, conjuguée à la population élevée de certains de ces pays, signifie qu'une majorité des pauvres du monde (en chiffres absolus) se trouvent dans les pays à revenu intermédiaire. Nombre de ces pays ont aussi du mal à atteindre les objectifs de développement humain sans rapport avec le revenu.

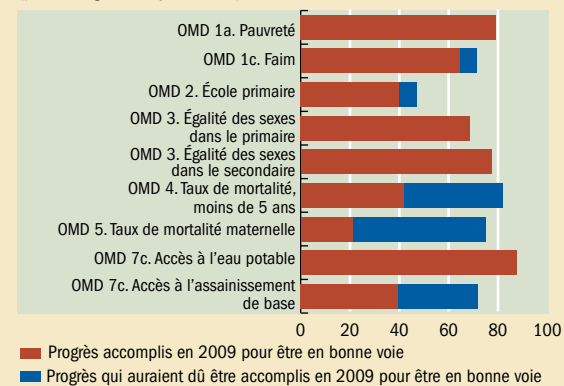
Des réussites

L'extrême pauvreté disparaît rapidement. La pauvreté mondiale a chuté de 40 % depuis 1990, et le monde en développement est en

Graphique 1

Des progrès inégaux

Certains objectifs devraient être atteints d'ici à 2015, alors que d'autres sont hors d'atteinte.
(pourcentage de l'objectif 2015)



Source : calculs des services de la Banque mondiale.
Note : sur la base des données disponibles en 2009 (2005-09).

Encadré 1

Les OMD et les cibles

- Réduire l'extrême pauvreté et la faim**
 - Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1,25 dollar par jour.
 - Assurer le plein emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif.
 - Réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim.
- Assurer l'éducation primaire pour tous**
 - D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires.
- Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes**
 - Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard.
- Réduire la mortalité infantile**
 - Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans.
- Améliorer la santé maternelle**
 - Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle.
 - Rendre l'accès à la médecine procréative universel d'ici à 2015.
- Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies**
 - D'ici à 2015, avoir enrégulé la propagation du VIH/sida et avoir commencé à inverser la tendance actuelle.
 - D'ici 2010, assurer à tous ceux qui en ont besoin l'accès aux traitements contre le VIH/sida.
 - D'ici 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres maladies graves et commencé à inverser la tendance actuelle.
- Préserver l'environnement**
 - Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources naturelles.
 - Réduire l'appauvrissement de la diversité biologique et en ramener le taux à un niveau sensiblement plus bas d'ici à 2010.
 - Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base.
 - Améliorer sensiblement, d'ici à 2020, les conditions de vie de 100 millions d'habitants des taudis.
- Mettre en place un partenariat pour le développement**
 - Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire.
 - Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés.
 - Répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement.
 - Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement par des mesures d'ordre national et international propres à rendre l'endettement tolérable à long terme.
 - En coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement.
 - En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les nouvelles technologies, en particulier les technologies de l'information et de la communication, soient à la portée de tous.

bonne voie pour atteindre l'objectif de réduction de moitié (par rapport à 1990) de la pauvreté monétaire d'ici 2015. Malgré une augmentation de la population, le nombre de pauvres vivant avec moins de 1,25 dollar par jour dans les pays en développement est passé de 1,8 milliard en 1990 à 1,4 milliard en 2005, soit de 42 % à 25 % de la population. En Asie orientale, l'extrême pauvreté a déjà été réduite de moitié grâce à une croissance soutenue, notamment en Chine. La pauvreté recule vite aussi en Afrique subsaharienne depuis la fin des années 90, mais la région n'atteindra probablement pas l'objectif, principalement parce que le niveau de départ était bas.

L'éducation primaire universelle est à portée de main. Plusieurs pays à faible revenu ont connu des hausses spectaculaires du taux net de scolarisation entre 2000 et 2006. Dans plus de 60 pays en développement, plus de 90 % des enfants en âge d'aller à l'école primaire sont scolarisés, et le nombre d'enfants non scolarisés a chuté de 115 millions en 2002 à 101 millions en 2007, malgré l'augmentation de la population. En 2007, le taux d'achèvement des études primaires s'élevait en moyenne à 86 % dans les pays en développement (93 % dans les pays à revenu intermédiaire, mais seulement 65 % dans les pays à faible revenu). Les taux plus faibles de 60 % et 80 % en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud en 2007 constituent néanmoins une avancée par rapport aux 51 % et 62 % de 1991, mais, avec 41 millions et 31,5 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire qui ne sont pas scolarisés en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, respectivement, il reste difficile d'atteindre l'objectif.

L'augmentation des taux de scolarisation réduit l'écart entre les sexes à l'école. Comme les filles sont plus nombreuses que jamais à achever leurs études primaires, près de deux tiers des pays en développement avaient atteint l'égalité entre les sexes à l'école primaire en 2005, et le troisième OMD (égalité entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire) pourra être atteint avant 2015. L'Afrique subsaharienne fait de gros progrès, mais reste loin de l'objectif. On se rapproche de l'objectif d'accès à l'eau potable au niveau mondial et dans la plupart des régions. Grâce à une hausse rapide des dépenses d'infrastructure, plus de

1,6 milliard de personnes ont un meilleur accès à l'eau potable : la part de la population mondiale y ayant accès est ainsi passée de 76 à 86 % entre 1990 et 2006; 76 pays en développement sont en bonne voie pour atteindre l'objectif, mais 23 n'ont fait aucun progrès et 5 autres ont régressé.

Des progrès faibles ou mitigés

Les perspectives sont moins bonnes pour les OMD relatifs à la santé, comme la mortalité infantile. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est passé de 101 pour 1.000 naissances vivantes à 73 entre 1990 et 2008 — un progrès notable mais insuffisant pour atteindre l'objectif de réduction des deux tiers du taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans. En 2008, 9 millions d'enfants sont morts de maladies évitables, contre 13 millions en 1990. L'Afrique subsaharienne compte 20 % des enfants de moins de 5 ans dans le monde, mais 50 % des décès infantiles. Les progrès dans ce domaine sont largement insuffisants en Asie du Sud aussi.

C'est l'objectif de santé maternelle qui a le moins de chances d'être atteint d'ici 2015. Dans les pays en développement, 10.000 femmes meurent chaque semaine de complications liées à la grossesse ou à l'accouchement qui peuvent être traitées. De nouvelles conclusions tirées de données plus fiables montrent que le déclin du taux de mortalité maternelle est supérieur aux estimations précédentes (Hogan *et al.*, 2010; «Sauvons la vie des mères» dans ce numéro). La mortalité maternelle est tombée de 422 pour 100.000 naissances vivantes en 1980 à 320 en 1990 et

à 251 en 2008. Plus de la moitié de ces décès se concentrent dans six pays : Afghanistan, République démocratique du Congo, Éthiopie, Inde, Nigéria et Pakistan. La Bolivie, la Chine, l'Égypte et l'Équateur font des progrès rapides et 23 pays devraient atteindre cet OMD. En Afrique subsaharienne, une amélioration est notée dans le Centre et l'Est depuis 1990, mais pas dans le Sud et l'Ouest en raison du nombre de femmes enceintes victimes du VIH.

La récente crise alimentaire a compliqué la lutte contre la faim et la malnutrition. Les pays en développement ne sont pas bien partis pour réduire de moitié la part de la population qui souffre de la faim. La malnutrition infantile explique plus d'un tiers des maladies chez les enfants de moins de 5 ans. La malnutrition chez les femmes enceintes explique plus de 20 % de la mortalité maternelle. La proportion des enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale dans les pays en développement est tombée de 33 % en 1990 à 26 % en 2006, une progression bien

trop lente pour réduire de moitié la malnutrition d'ici 2015. Les avancées ont été les plus lentes en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, où 35 % des enfants de moins de 5 ans, soit plus de 140 millions d'enfants, souffrent d'un retard de croissance sévère ou modéré.

Il est difficile aussi d'arrêter la propagation des maladies infectieuses. Bien que la hausse rapide de la propagation du VIH et des décès y afférents ait commencé à ralentir ces dernières années, 33,4 millions de personnes étaient porteuses du VIH/sida en 2008. On comptait cette année-là 2,7 millions de nouvelles infections et environ 2 millions de décès liés au sida. L'Afrique subsaharienne reste la plus touchée, avec plus des deux tiers des porteurs du VIH et près des trois quarts des décès liés au sida en 2008. La prévalence de la tuberculose, qui a causé 1,8 million de décès en 2006, a chuté dans toutes les régions, sauf en Afrique subsaharienne. La mortalité liée au paludisme reste élevée, avec

Encadré 2

Les fondements des progrès

La croissance et la stabilité économiques sont les fondements des dépenses publiques nécessaires pour atteindre les OMD. Il faut donc examiner les perspectives de progrès supplémentaires à la lumière de l'évolution macroéconomique dans les pays émergents et en développement.

Malgré une forte chute de l'activité, nombre de pays émergents et en développement ont mieux résisté qu'on aurait pu le craindre au début de la crise. De nombreux pays ont enregistré une croissance en 2009 et la reprise en 2010 est un peu plus forte que prévu. Dans les pays émergents et en développement d'Asie, la croissance a dépassé 6,5 % en 2009 et devrait dépasser 9 % en 2010. En moyenne, les pays les plus pauvres ont connu la croissance aussi : elle a atteint plus de 2 % en Afrique subsaharienne et devrait s'établir à 5 % en 2010 selon le FMI. Les pays émergents ayant de gros déséquilibres (Europe orientale et Amérique latine) ont été les plus touchés. Dans de nombreux pays, la croissance reste un peu en deçà des niveaux d'avant la crise et risque de ralentir à cause de l'atonie et de la fragilité de l'activité dans les pays avancés.

Les flux financiers vers les pays émergents et en développement se rétablissent aussi. Les emprunts souverains atteignent des niveaux records et les marges obligataires des pays sont tombées à leurs niveaux de 2006 et 2007. Après un ralentissement en 2009, les envois de fonds privés devraient remonter en 2010, et l'accès du secteur privé aux marchés financiers s'est beaucoup amélioré. Globalement, les flux nets vers les pays émergents et en développement restent inférieurs à leurs niveaux d'avant la crise, parce que le financement bancaire et l'investissement direct étranger ne se sont pas totalement rétablis.

Plusieurs facteurs ont aidé les pays émergents et en développement à surmonter la crise.

Les pays qui avaient mené une politique économique solide avant la crise ont pu dégager des déficits budgétaires supérieurs à ceux des pays se trouvant dans une situation budgétaire plus fragile. Nombre de pays ont soutenu la demande intérieure en maintenant leurs dépenses, y compris sociales, malgré la chute de leurs recettes. Certains ont renforcé leur protection sociale, atténuant l'effet de la crise sur la pauvreté.

L'assistance du FMI et de la Banque mondiale a aussi aidé de nombreux pays. Le FMI a accru l'accès à ses concours au titre des mécanismes de financement existants, a renforcé les réserves par une allocation de DTS équivalant à 250 milliards de dollars, a créé la ligne de crédit modulable pour les pays émergents ayant de bons antécédents, a réformé les mécanismes de financement pour les pays à faible revenu et a allégé la conditionnalité. La Banque mondiale et les banques régionales de développement ont porté leurs engagements à 115 milliards de dollars en 2009 pour protéger les programmes de développement essentiels, renforcer le secteur privé et aider les ménages pauvres. Le Groupe de la Banque mondiale a soutenu les exportations des pays en développement en offrant des garanties et des liquidités pour financer les échanges.

Les prix des matières premières ont augmenté en 2009, plus tôt que prévu, ce qui a atténué les effets de la crise sur les pays exportateurs.

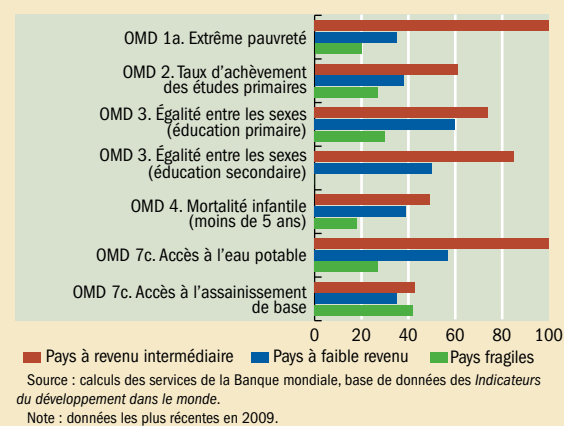
L'accélération de la croissance dans les pays émergents et en développement est allée de pair avec une amélioration des politiques budgétaires depuis une quinzaine d'années (voir graphique). En 2007, à la veille de la crise, le déficit budgétaire moyen dans ces pays ne représentait qu'une part infime de leur déficit au début des années 90, ce qui a permis de laisser filer le déficit pour soutenir l'activité lorsque la crise a éclaté. L'évolution en 2009 souligne qu'il importe de maintenir une politique macroéconomique prudente en phase d'expansion, afin de pouvoir faire face à des chocs et d'éviter de comprimer les dépenses sociales en période de récession.

Graphique 2

Attention, fragile

Les pays fragiles ont le moins progressé.

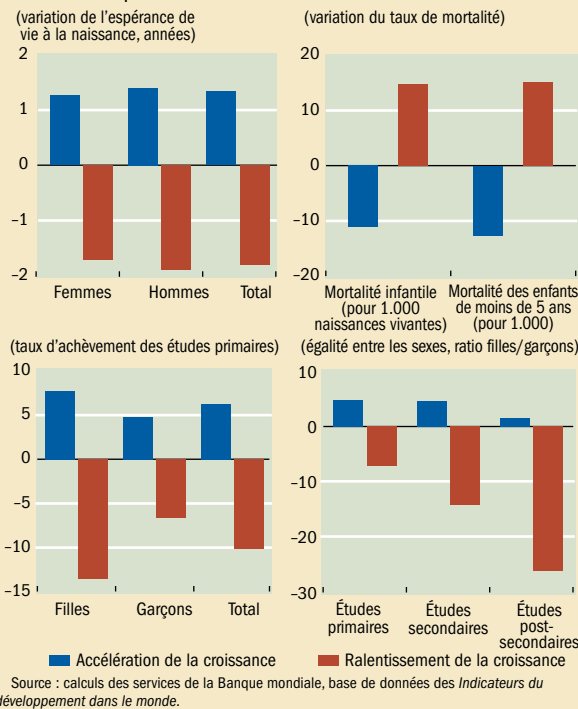
(progrès pour 2009)



Graphique 3

Croissance plus lente = progrès plus lents

En Afrique subsaharienne, les principaux indicateurs de développement humain et d'égalité entre les sexes chutent lorsque la croissance ralentit.



environ 1 million de décès par an, 80 % des victimes étant des enfants en Afrique subsaharienne.

Des cycles vicieux

Historiquement, l'effet des cycles économiques sur les indicateurs de développement humain est très asymétrique. La détérioration en phase de récession est bien plus forte que l'amélioration en période faste (graphique 3). Ainsi, lorsque la croissance s'accélère, l'espérance de vie est de 2 ans supérieure à la moyenne alors qu'elle diminue de 6,5 ans lorsque la croissance ralentit. Lorsque la croissance s'accélère, la mortalité infantile baisse de 8 pour 1.000 alors qu'elle augmente de 24 pour 1.000 lorsque la croissance ralentit. Le taux d'achèvement des études primaires augmente de 4 % lorsque la croissance s'accélère, mais chute de 25 % quand la croissance ralentit. La corrélation est plus forte entre les indicateurs sociaux et les ralentissements qu'entre les indicateurs sociaux et les expansions.

Les groupes vulnérables (nourrissons et enfants, surtout les filles, notamment dans les pays pauvres d'Afrique subsaharienne) sont touchés de façon disproportionnée. Ainsi, l'espérance de vie des garçons et des filles augmente de 2 ans en période faste, mais chute de 7 ans environ pour les filles et de 6 ans pour les garçons en période de récession. Le taux d'achèvement des études primaires augmente de 5 points pour les filles et de 3 points pour les garçons en période faste (par rapport à la moyenne de chaque échantillon), mais chute de 29 points pour les filles et de 22 points pour les garçons en période de récession. Le taux de scolarisation filles/garçons dans l'éducation primaire, secondaire et postsecondaire augmente d'environ 2 points lorsque la croissance s'accélère, mais chute de 7 (primaire), 15 (secondaire) et 40 (postsecondaire) points lorsqu'elle ralentit. Le capital humain futur des enfants qui quittent l'école est définitivement réduit.

Il est difficile de séparer les causes des effets. Pourquoi les cercles vicieux des temps de crise sont-ils plus puissants que les cercles vertueux des périodes de prospérité? Quatre raisons : les ralentissements, y compris les conflits, sont fréquents dans les pays à faible revenu; le cadre d'action est de mauvaise qualité dans de nombreux pays, et les indicateurs économiques et la stabilité politique, la participation et la responsabilisation, les réglementations, l'état de droit et l'efficacité de l'État tendent à se détériorer rapidement en temps de crise; les dépenses sociales diminuent là où il n'y a pas de protection sociale, et l'aide et son efficacité sont généralement sous pression; le ralentissement de la croissance et la baisse des services offerts aux pauvres, deux moteurs essentiels du développement, semblent particulièrement perturbateurs alors que les prestations en période d'expansion ne produisent que des améliorations graduelles.

Cependant, la dernière crise a été moins dévastatrice pour les pays pauvres, principalement grâce à l'amélioration des politiques et des institutions, ainsi que des résultats économiques (encadré 2), à une hausse de l'aide, à une baisse de la dette et à un environnement extérieur favorable.

Les effets de la crise sur la pauvreté se feront néanmoins sentir longtemps. Les taux de pauvreté poursuivront leur chute, mais plus lentement. D'ici 2015, le taux de pauvreté mondial devrait être de 15 %, au lieu de 14,1 % sans la crise. D'ici fin 2010, 64 millions de

personnes supplémentaires se trouveront en situation d'extrême pauvreté à cause de la crise. La reprise ne compensera pas ce recul. En Afrique subsaharienne, le taux de pauvreté devrait être de 38 % d'ici 2015, au lieu de 36 % sans la crise, soit 20 millions de personnes qui resteront pauvres.

Les effets à moyen terme sur les autres OMD pourraient aussi être considérables. Le nombre de personnes ayant accès à une eau de meilleure qualité diminuera d'environ 25 millions. En particulier, 265.000 nourrissons et 1,2 million d'enfants de moins de 5 ans de plus que prévu risquent de mourir entre 2009 et 2015 à cause de la crise.

Reprendre de l'élan

Pour atteindre les OMD, il faudra en fin de compte que les autorités, les ménages et les entreprises dans les pays en développement agissent en conséquence. La croissance devra être diversifiée et s'accélérer, et la politique macroéconomique être stable et durable. Cela va de pair avec une meilleure fourniture de services et une hausse des ressources nationales gérées de façon transparente et rationnelle. Les pays devront améliorer le coût, le déploiement et la couverture des dispositifs ciblés de protection sociale, qui sont essentiels pour soutenir les revenus des ménages dans les moments difficiles. Les conditions de vie des pauvres dans les pays à faible revenu ne s'amélioreront que grâce à des ressources supplémentaires et à un environnement extérieur favorable. Les donateurs doivent tenir leurs promesses d'aide au développement et rendre les apports d'aide plus prévisibles. La bonne santé et l'expansion du commerce mondial, ainsi qu'une amélioration de l'accès des pays en développement aux marchés, sont importantes aussi. Il reste beaucoup à faire d'ici 2015. ■

Delfin S. Go est économiste principal et Hans Timmer est Directeur au Groupe Perspectives, Économie du développement, de la Banque mondiale. Richard Harmsen est Chef de division adjoint au Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI.

Bibliographie :

Arbache, J., D. Go, and V. Korman, à paraître, *Does Growth Volatility Matter for Development Outcomes? An Empirical Investigation Using Global Data, background paper for Global Monitoring Report 2010 (Washington: World Bank).*

Association internationale de développement et Fonds monétaire international, 2009, "Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative and Multilateral Debt Relief Initiative (MDRI): Status of Implementation," September 15 (Washington: World Bank and IMF).

Banque mondiale et Fonds monétaire international, 2010, Rapport de suivi mondial 2010 : les ODM après la crise (Washington, Banque mondiale et FMI).

Fonds monétaire international (FMI), 2010, Perspectives de l'économie mondiale (Washington, avril).

Hogan, M., K. Foreman, M. Naghavi, S. Ahn, M. Wang, S. Makela, A. Lopez, R. Lozano, and C. Murray, 2010, "Maternal Mortality for 181 Countries, 1980–2008: A Systematic Analysis of Progress towards Millennium Development Goal 5," *The Lancet*, Vol. 375, No. 9726, p. 1609–23.

UNICEF, 2007, Progrès pour les enfants : un monde digne des enfants, bilan statistique, n° 6 (New York).



Des enfants sud-africains improvisent un carrousel.

Accomplir des progrès décisifs

Pour atteindre plus rapidement les OMD, la croissance doit se faire sentir dans les secteurs, comme l'agriculture, qui profitent directement aux pauvres

Pedro Conceição et Selim Jahan

LA PLUPART des pays en développement ont connu une croissance rapide dans les dix ans qui ont précédé la récession mondiale de 2009. La croissance est plus élevée dans le monde en développement que dans les pays avancés depuis la fin des années 90. C'est, pour l'Afrique subsaharienne, un vrai changement par rapport à la longue période de stagnation du milieu des années 70 au milieu des années 90.

La croissance s'est accompagnée d'une amélioration des indicateurs du développement humain et de progrès vers les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD, voir encadré 1 de l'article «Retrouver l'élan», dans ce numéro). Le taux d'extrême pauvreté a commencé à diminuer rapidement à la fin des années 90 en Afrique subsaharienne. En 1990 (année de référence des OMD), 57 % de la population y vivait en situation d'extrême pauvreté (soit avec moins de 1,25 dollar EU par jour à parité de pouvoir d'achat 2005) (Nations Unies, 2010a). En 1999, le taux atteignait 58 %, soit une augmentation de 1 point. Mais, en 2005, il était redescendu à 51 %. On ne dispose pas de données plus récentes, mais certaines projections semblent indiquer que le taux d'extrême pauvreté en Afrique subsaharienne aurait poursuivi

hausse du revenu se traduit par une réduction de la pauvreté — est inférieure de près d'un tiers en Afrique subsaharienne par rapport aux autres pays en développement (Fosu, 2009).

Une croissance qui bénéficie au plus grand nombre

La croissance, quoique essentielle, n'est donc pas suffisante pour réduire à elle seule la pauvreté et pour s'approcher des OMD. La nature de la croissance a son importance. Une croissance universelle, qui crée du revenu dans les couches les plus pauvres de la population, contribue bien plus à réduire la pauvreté. La croissance dans le secteur agricole est essentielle aujourd'hui en Afrique subsaharienne, et ailleurs depuis longtemps, non seulement pour réduire la pauvreté, mais aussi pour lutter contre la faim. Ainsi, au Ghana, 59 % de la réduction de l'extrême pauvreté entre le début des années 90 et 2006 s'explique par une réduction de la pauvreté en milieu rural (Banque mondiale, 2007). Dans le même temps, la part de la population souffrant de malnutrition est passée de 34 % en 1991 à 8 % en 2005 (Nations Unies, 2010b). La croissance permet de réduire la pauvreté de façon bien plus efficace lorsqu'elle est universelle et qu'elle se fait sentir dans les secteurs qui profitent aux pauvres.